

The Impact of Cooperative Organizations on the Socioeconomic Integration of Rural Women: A Quantitative Study in Taounate Province, Morocco

Abdelhay Elemouatassem¹, Saadeddine Igamane²

Science Step Journal / SSJ

2026/Volume 4 - Issue 13

To cite this article: Elemouatassem, A., & Igamane, S. (2026). The Impact of Cooperative Organizations on the Socioeconomic Integration of Rural Women: A Quantitative Study in Taounate Province, Morocco. Science Step Journal, 4(13). ISSN: 3009-500X. <https://doi.org/10.5281/zenodo.22114713>

Abstract

This study examines the impact of cooperative organizations on the socio-economic integration of rural women in the province of Taounate (Morocco), assessing its social, economic, and decision-making dimensions. To this end, a quantitative approach was adopted, using a structured questionnaire administered to a sample of 100 women cooperative members, selected through purposive and snowball sampling. Subsequently, data were analyzed using SPSS software with Chi-square tests. Overall, the results show a statistically significant relationship between cooperative engagement and socio-economic integration. In particular, women most satisfied with their living conditions perceive cooperative work as a factor improving their social status. Furthermore, cooperative participation enhances decision-making autonomy and independent problem-solving abilities. Thus, the study provides empirical evidence of the role of cooperatives as spaces for empowerment and identity construction in rural areas. Finally, it highlights the need for structural support to maximize their impact, while opening research perspectives on territorial disparities and gender dynamics.

Keywords: Cooperatives, rural women, socio-economic integration, empowerment

¹ PhD in Sociology, Sidi Mohamed Ben Abdellah University, Fez, Morocco, Email: abdelhay.elmouatassem@usmba.ac.ma
ORCID iD: <https://orcid.org/0009-0001-3449-880X>

² Professor of Sociology, Sidi Mohamed Ben Abdellah University, Fez, Morocco, Email: saadeddine.igamane@usmba.ac.ma
ORCID iD: <https://orcid.org/0000-0002-6675-22>

L'impact des organisations coopératives sur l'intégration socio-économique des femmes rurales : Étude quantitative dans la province de Taounate (Maroc)

Abdelhay Elemouatassem, Saadeddine Igamane

Resumé

Tout d'abord, cette étude examine l'impact des organisations coopératives sur l'intégration socio-économique des femmes rurales dans la province de Taounate (Maroc), en évaluant ses dimensions sociales, économiques et décisionnelles. Pour ce faire, une approche quantitative a été adoptée, utilisant un questionnaire structuré administré à un échantillon de 100 femmes membres de coopératives, sélectionnées par échantillonnage intentionnel et boule de neige. Ensuite, les données ont été analysées via le logiciel SPSS à l'aide de tests du khi-deux. À cet égard, les résultats montrent une relation statistiquement significative entre l'engagement coopératif et l'intégration socio-économique. En effet, les femmes les plus satisfaites de leurs conditions de vie perçoivent le travail coopératif comme un facteur d'amélioration de leur statut social. De plus, la participation coopérative renforce l'autonomie décisionnelle et la capacité à résoudre les problèmes de manière indépendante. Ainsi, l'étude apporte des preuves empiriques du rôle des coopératives comme espaces d'émancipation et de construction identitaire en milieu rural. Enfin, elle souligne la nécessité d'un accompagnement structurel pour maximiser leur impact, tout en ouvrant des perspectives de recherche sur les disparités territoriales et les dynamiques de genre.

Mots-clés : Coopératives, femmes rurales, intégration socio-économique, autonomisation

Introduction

Au Maroc, les dynamiques contemporaines en économie solidaire s'ancrent dans un héritage culturel ancestral, tout en intégrant des innovations conceptuelles mondialisées (Dahman-Saidi, 2015). Historiquement, les valeurs de la solidarité, de la coopération et du travail collectif ont toujours été profondément enracinées dans la culture et les pratiques du tissu social marocain. Ces valeurs ont constitué un socle permanent de l'économie sociale et solidaire. Autrefois, cette solidarité et cette coopération se manifestaient dans les relations familiales et tribales, entre les jeunes et les anciens, ainsi qu'entre les riches et les pauvres (Touhami, 2007, p. 121). La solidarité et la coopération sont inscrites dans notre culture, puisant leurs fondements dans des valeurs traditionnelles qui structurent la société. Elles émergent naturellement des liens de parenté et des relations familiales et sont également stimulées par le souci de préserver la richesse au sein de la famille ou de la tribu. Les principes de coopération incarnent l'identité marocaine à travers une culture de la solidarité et des mécanismes ancestraux tels que la Touiza³ et d'autres pratiques (Mahjoub, 2018, p. 205).

Les activités coopératives renvoient au concept de travail collaboratif, qui repose sur une relation d'échange mutuellement bénéfique entre plusieurs parties dans le but d'atteindre un objectif commun. Ce processus implique le partage des responsabilités et du pouvoir de décision. Il ne se limite ni à un simple échange de connaissances ou d'informations ni à une relation d'intérêt mutuel permettant à chaque acteur d'atteindre ses propres objectifs. Son objectif principal est de construire une vision collective et des stratégies cohérentes favorisant des intérêts communs dépassant les limites de chaque projet individuel (Le Roux, 2009, p. 172).

Les principes coopératifs au Maroc ont été définis par la loi n° 112.12 relative aux coopératives, promulguée par le dahir n° 1.14.189 du 21 novembre 2014. Il convient de souligner que, dans toutes les législations relatives à l'économie sociale et solidaire, y compris la loi marocaine sur les coopératives, le principe d'égalité en matière de droits de gestion coopérative est mis en avant, indépendamment du nombre de parts détenues. Ainsi, chaque coopérateur dispose d'une voix au sein de ces structures (Igamane, 2020, p. 89). L'ESS représente un phénomène clé du développement et constitue un outil efficace pour promouvoir le développement durable et l'intégration socio-économique (Noguès, 2003). Elle apparaît comme une solution pour lutter contre le chômage et la pauvreté, notamment parmi les femmes et les jeunes en milieu rural. En effet, elle est devenue une référence pour renforcer les liens sociaux volontaires et remettre en question l'hégémonie du capital (Igamane, 2020, p. 90). Elle mise ainsi sur l'intégration des

³ **La Touiza** est une tradition de coopération solidaire. Elle repose sur l'entraide collective pour des projets communs (construction, agriculture...). Chacun contribue volontairement, incarnant des valeurs de solidarité et d'assistance mutuelle.

individus dans le tissu socio-économique, essentielle pour assurer un développement durable au sein de toute société (Schnapper, 2007).

La solidarité économique repose sur un projet intégré qui conjugue simultanément les dimensions économiques, politiques et sociales. Un projet qui vise à instaurer des relations humaines durables, fondées sur la convergence, la complémentarité et la participation citoyenne (Touhami, 2007, p. 11). L'émergence de l'économie sociale et solidaire s'est principalement manifestée à travers la formation d'organisations coopératives, qui constituent l'une des réponses les plus adaptées aux besoins d'auto-emploi et jouent un rôle central dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (Le Conseil économique, social et environnemental, 2015). Elles se situent à l'intersection du marché et de la société, dans l'objectif d'assurer une justice sociale et spatiale, en répondant aux besoins socio-économiques (Attouch, 2011 ; Retraillé, 2011 ; Attouch, 2019).

Au Maroc, le concept de la coopération a vu le jour en 1922, mais les coopératives étaient initialement créées par des étrangers sous le protectorat. Ce n'est qu'en 1938 que les Marocains ont été autorisés à rejoindre les coopératives agricoles. Après l'indépendance, en 1962, la création de l'Office du Développement de la Coopération a marqué une étape clé dans la promotion de la culture coopérative et l'encouragement à la création et au soutien des coopératives. Depuis, le mouvement coopératif au Maroc a connu une expansion significative, tant en nombre qu'en diversité des secteurs d'activité (Karim, 2012). Le rôle des coopératives dans l'intégration socio-économique des femmes rurales mérite un éclairage approfondi à travers les dynamiques de genre et territoriales. Plusieurs études récentes montrent que les coopératives sont non seulement des espaces d'émancipation économique mais aussi de transformation sociale des rapports de genre (Védélago, 2002; Hattab-Christmann, 2003; Baron et Hattab-Christmann, 2005; Maaroufia et Aamarak, 2022).

L'insertion des femmes dans les coopératives rurales contribue à leur autonomisation financière et sociale, en leur permettant d'acquérir des compétences, de participer aux décisions collectives et de renforcer leur statut au sein des familles et communautés (FAO, 2020). Toutefois, cette intégration reste conditionnée par des facteurs territoriaux tels que l'accès aux ressources, les infrastructures et les politiques locales, qui peuvent favoriser ou limiter leur participation active. Sur le plan territorial, les coopératives jouent un rôle structurant dans le développement local, en créant des liens sociaux durables et en renforçant la cohésion communautaire. Elles contribuent à la redistribution des richesses et à l'équilibre entre les zones rurales et urbaines, ce qui est crucial dans le contexte marocain marqué par des disparités socio-économiques importantes (HCP, 2024). Aujourd'hui, les coopératives constituent une forme d'auto-emploi efficace, favorisant particulièrement l'insertion des femmes et des jeunes sur le marché du travail et contribuant ainsi à l'amélioration des revenus (Elmouatassem, A., & Benchrif, K., 2024).

Selon le Haut-Commissariat au Plan, le taux de chômage a augmenté de 0,3 point entre les années 2023 et 2024, en passant de 13 % à 13,3 % au niveau national, et de 6,3 % à 6,8 % en milieu rural. Dans ce contexte, le nouveau modèle de développement au Maroc vise à surmonter la pauvreté et la vulnérabilité résultant des transformations sociales et économiques des dernières années, ainsi que des nouveaux défis émergents découlant de ces deux phénomènes. Ce modèle définit quatre axes principaux de transformation dans le but d'atteindre un progrès durable dans les domaines économiques, humains, sociaux et territoriaux d'ici 2035. L'un des axes centraux de ce modèle est l'inclusion sociale, qui vise à renforcer l'autonomisation des femmes, à favoriser l'intégration et l'épanouissement des jeunes, et à consolider le lien social afin d'assurer une protection sociale aux plus démunis dans le cadre du développement territorial (La Commission Spéciale sur le Modèle de Développement, 2021). Dans ce cadre, les organisations coopératives constituent un levier privilégié pour répondre à ces enjeux, en créant des opportunités d'emploi durable et en consolidant la cohésion sociale locale. Leur impact sur l'intégration socio-économique des femmes en milieu rural, particulièrement dans des provinces comme Taounate, est une question cruciale pour mesurer les effets du développement territorial inclusif. Pour cela, nous nous interrogeons: quel est l'impact des organisations coopératives sur l'intégration socio-économique des femmes en milieu rural de la province de Taounate ?

Méthodologie

Bien que la littérature mette en évidence le rôle potentiel des coopératives dans l'autonomisation des femmes, leur influence sur les différentes dimensions de l'intégration — sociale, économique et décisionnelle — demeure encore peu étudiée dans des territoires ruraux spécifiques, notamment dans la province de Taounate. Par ailleurs, la plupart des recherches antérieures privilégient des approches qualitatives, ce qui limite la mesure statistique de cet impact. Afin de combler cette lacune, la présente étude adopte une approche quantitative visant à mesurer la relation entre l'engagement coopératif et l'intégration socio-économique des femmes, à déterminer les dimensions les plus influencées — telles que le statut social, l'autonomie et l'identité professionnelle — et à produire des données empiriques sur un territoire encore insuffisamment étudié. Les résultats obtenus pourront ainsi contribuer à mieux orienter les politiques publiques de développement local. Pour ce faire, un échantillon de 100 femmes actives au sein des coopératives a été choisi, dans le but de concentrer l'enquête sur des participantes directement concernées et engagées dans le phénomène étudié. Ce choix permet d'assurer la pertinence des données recueillies.

L'échantillonnage intentionnel a été utilisé, complété par la technique de la boule de neige, pour plusieurs raisons méthodologiques et contextuelles. D'une part, cette méthode est particulièrement adaptée aux populations difficiles à atteindre ou peu accessibles, telles que les femmes rurales actives dans des structures coopératives spécifiques. D'autre part, elle facilite l'identification progressive de participantes ayant des expériences pertinentes, en s'appuyant sur

des réseaux sociaux préexistants, ce qui enrichit la diversité et la qualité des témoignages, tout en maintenant une cohérence thématique.

La collecte des données a été réalisée à l'aide d'un questionnaire structuré, principal instrument d'enquête permettant d'obtenir des données quantitatives standardisées et comparables. Ce choix méthodologique garantit la fiabilité des mesures, notamment pour les indicateurs clés, tels que le degré de satisfaction personnelle (un reflet de l'estime de soi), le niveau d'intégration sociale (évaluant l'appartenance à des réseaux sociaux élargis), et l'identité professionnelle (qui mesure la manière dont les femmes construisent leur image de professionnelles dans le cadre coopératif). Le questionnaire offre ainsi un cadre rigoureux pour capturer les dimensions multiples et interconnectées de l'intégration socio-économique.

L'analyse des données a été effectuée à l'aide du logiciel statistique SPSS, un outil reconnu dans les sciences sociales pour sa capacité à traiter et à interpréter efficacement les données quantitatives. Ce choix permet de réaliser des analyses descriptives et différentielles, éclairant ainsi la relation entre l'engagement coopératif et les variables d'intégration. De plus, il permet d'identifier des corrélations significatives, renforçant la validité interne de l'étude.

L'enquête de terrain s'est déroulée entre janvier et mars 2025 dans la province de Taounate. Les questionnaires ont été administrés en face-à-face, soit dans les locaux des coopératives, soit lors de réunions communautaires, après avoir obtenu l'accord préalable des responsables des coopératives et des participantes.

Sur le plan éthique, toutes les participantes ont été informées des objectifs de l'étude, de la nature volontaire de leur participation et de la possibilité de se retirer à tout moment. Le consentement éclairé a été recueilli avant chaque entretien. L'anonymat et la confidentialité des réponses ont été garantis par l'absence de toute donnée nominative dans la base de données.

Enfin, plusieurs limites doivent être signalées. La taille de l'échantillon (100 femmes) et sa concentration géographique dans une seule province ne permettent pas une généralisation statistique à l'ensemble du Maroc rural. L'échantillonnage par boule de neige, bien qu'adapté, peut introduire un biais de sélection. L'étude repose également sur des données déclaratives, qui peuvent être sujettes à des biais de désirabilité sociale. Le caractère transversal de l'enquête ne permet pas d'établir des relations causales définitives, mais seulement des associations statistiques.

Positionnement épistémologique

L'étude intègre une perspective épistémologique constructiviste critique, qui reconnaît que l'intégration socio-économique est un processus multidimensionnel influencé par des facteurs sociaux, culturels et individuels. Cette posture justifie l'attention portée à l'autonomie

décisionnelle et à l'émancipation des femmes, en considérant leur engagement coopératif comme un vecteur potentiel de transformation sociale et de construction identitaire. Pour explorer cette problématique, nous nous appuyons sur le fonctionnalisme d'Émile Durkheim, qui considère la société comme un système intégré où chaque partie a une fonction contribuant à la stabilité de l'ensemble. Cette approche vise à comprendre comment les institutions (comme les coopératives) contribuent à favoriser l'intégration sociale et économique. Dans son ouvrage, *De la division du travail social*, Durkheim a identifié deux types de solidarité dans la société : la solidarité mécanique et la solidarité organique. Il a souligné que les sociétés traditionnelles, où la division du travail est faible, se caractérisent par une solidarité mécanique. En revanche, les sociétés modernes, où la division du travail est développée, reposent principalement sur une solidarité organique, fondée sur la spécialisation et l'interdépendance des individus. La solidarité mécanique repose sur la similitude des individus, le consensus et la proximité des croyances. Dans ces sociétés, les individus partagent largement les mêmes croyances et sentiments, ce qui donne à la conscience collective une force considérable (Durkheim, 1967). Cette approche rejoint la logique des organisations de l'économie sociale et solidaire, qui visent à renforcer la coopération et l'interconnexion entre les membres de la communauté, tout en maintenant un équilibre entre les dimensions économiques et sociales pour réaliser l'autonomisation et l'intégration sociale.

L'intégration sociale est le produit de toute société, visant à transformer les individus et les collectifs d'une situation de conflit en un état de coexistence. Cela signifie qu'à travers l'intégration sociale, les sociétés et les groupes peuvent créer des liens positifs qui améliorent les conditions socio-économiques de leurs membres (Paugam, 2014). L'intégration repose sur trois catégories fondamentales: la société, l'État et la nation. Ces catégories se déclinent en trois principaux domaines d'analyse que Daniel Bell identifie comme des composantes de la modernité: le domaine social, qui examine la place des individus au sein de la société, le domaine politique et institutionnel, qui interroge notamment la relation entre l'individu et l'État, le domaine culturel, qui explore le sentiment d'appartenance à une communauté nationale (Bell, 1976).

De son côté, Dominique Schnapper a approfondi le concept d'intégration en distinguant l'intégration des individus dans la société et l'intégration de la société elle-même. L'intégration ne se réduit pas à l'adhésion des individus aux normes et valeurs collectives ; elle concerne également l'harmonisation des différentes composantes du tissu social. (Schnapper, 2007, p. 17). Elle souligne l'impact des interventions visant à améliorer les conditions de vie de tous et à protéger les populations les plus vulnérables (Cathelineau, 2007, p. 97). D'un autre côté, nous appuierons notre analyse sur le concept d'autonomisation utilisé par l'économiste Amartya Sen dans son étude sur la condition des femmes dans le monde, ce qui en a fait la pierre angulaire du système de développement des Nations Unies. Le Fonds des Nations Unies pour la Femme définit l'autonomisation des femmes comme l'action collective dans les sociétés opprimées pour surmonter les obstacles et les discriminations qui réduisent leurs conditions ou leur retirent leurs

droits (UNIFEM, 2009, p. 37). La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale l'a décrite comme un processus par lequel les femmes prennent conscience des rapports de pouvoir qui influencent leur vie, acquièrent une confiance en elles et la capacité de lutter contre la discrimination entre les sexes (CESAO, 2001, p. 10).

L'autonomisation des femmes se manifeste par leur sentiment de valeur et de droit de déterminer leurs choix, d'accéder aux opportunités et aux ressources, de contrôler leur vie à l'intérieur et à l'extérieur de la maison, ainsi que par leur capacité à influencer les changements sociaux pour créer une situation sociale et économique plus équitable au niveau national et mondial (Fahmy, 2001, p. 54).

Résultats

Les résultats de l'enquête, obtenus à partir de l'analyse des données recueillies auprès de 100 femmes membres de coopératives et traités à l'aide du logiciel SPSS, sont présentés sous forme de tableaux. Chaque tableau est accompagné d'une analyse descriptive et de tests du khi carré, permettant d'évaluer la significativité des relations observées entre les variables.

Tableau 1. La relation entre la dépendance des femmes au travail coopératif comme source principale de revenu et leur niveau d'intégration (Source: Élaboré à partir de notre base de données.)

		L'engagement dans la coopérative a contribué à votre intégration dans le tissu socio-économique.				Total
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	
Le travail coopératif est votre principale source de revenus	Je ne sais pas	0	0	1	0	1
	Pas du tout d'accord	0	0	2	3	5
	Pas d'accord	1	1	2	8	12
	D'accord	0	0	20	29	49
	Tout à fait d'accord	0	0	7	26	33
Total		1	1	32	66	100
Valeur du $X^2 = 21,33$			Sig. $X^2 = 0,046$			

Les résultats issus du tableau montrent clairement l'existence d'un lien significatif entre l'engagement dans les coopératives et le sentiment d'intégration sociale et économique. En effet, la valeur du khi-deux est de 21,33, accompagnée d'un niveau de signification (Sig. = 0,046). Indique une relation statistiquement significative entre la source de revenu coopératif et l'intégration socio-économique des individus.

Cette association ne se limite pas à une simple corrélation statistique ; elle illustre concrètement comment la participation aux coopératives contribue à renforcer le sentiment d'appartenance à la communauté et à

améliorer les conditions économiques des membres. Dans cette perspective, les coopératives ne sont pas seulement des entités économiques, mais également des espaces de construction et de renforcement du capital social.

Selon la théorie du capital social développée par Pierre Bourdieu (2006), le capital social se définit comme l'ensemble des ressources liées à un réseau durable de relations sociales. Les coopératives, en tant qu'espaces collectifs, favorisent la création de liens sociaux solides et de réseaux professionnels qui facilitent l'échange d'informations, l'entraide mutuelle et l'accès à des opportunités économiques. Ainsi, l'engagement coopératif permet aux membres d'accroître leur capital social, ce qui se traduit par une meilleure intégration sociale et économique. Ces résultats confirment que la source de revenu liée à la coopérative joue un rôle clé dans l'intégration socio-économique des individus, en agissant à la fois comme levier économique et comme vecteur de lien social durable. Cette double fonction souligne l'importance des coopératives dans les stratégies de développement local et d'inclusion sociale, particulièrement dans les milieux ruraux où ces structures peuvent pallier les déficits institutionnels et renforcer la cohésion communautaire.

Tableau 2. La relation entre le niveau de satisfaction des femmes concernant leurs conditions de vie et leur perception de la place de la femme active par rapport à la femme inactive (Source : Élaboré à partir de notre base de données.)

		La femme qui travaille bénéficie d'un statut social meilleur que celui de celle qui ne travaille pas.				Total
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	
Dans quelle mesure êtes-vous satisfait de votre niveau de vie?	Pas du tout satisfaite	1	3	6	36	46
	Assez satisfaite	0	1	10	21	32
	Très satisfaite	2	5	8	7	22
Total		3	9	24	64	100
Valeur du $X^2 = 19,37$			Sig. $X^2 = 0,004$			

Les résultats présentés dans le tableau révèlent une tendance nette : les femmes exprimant une plus grande satisfaction vis-à-vis de leur vie ont également tendance à percevoir que la femme active bénéficie d'un statut social amélioré. Cette observation est renforcée par l'analyse statistique du test du khi-deux, qui a produit une valeur de 19,37 avec un niveau de signification de (Sig. = 0,004).

Ce résultat indique qu'il existe une relation statistiquement significative entre le niveau de satisfaction des femmes concernant leurs conditions de vie et leur perception du statut social de la femme active au sein de la coopérative. Autrement dit, plus la satisfaction liée aux conditions de vie est élevée, plus la reconnaissance du rôle et du statut social de la femme active semble affirmée. Cette corrélation suggère que l'engagement dans la coopérative et la valorisation de la femme active contribuent conjointement à améliorer le bien-être subjectif des femmes membres. Par conséquent, la coopérative apparaît non

seulement comme un espace économique, mais aussi comme un lieu où s'affirment des transformations sociales positives, notamment en termes d'émancipation et de reconnaissance sociale des femmes.

Tableau 3. La relation entre l'engagement dans les coopératives et le renforcement de l'indépendance sociale et économique. (Source : Élaboré à partir de notre base de données.)

		Votre adhésion à la coopérative vous permet de prendre des décisions et de résoudre vos problèmes.					
		Je ne sais pas	Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Total
Vous avez rejoint la coopérative pour devenir financièrement indépendant et ne plus avoir à compter sur les autres.	Pas du tout d'accord	0	0	1	0	1	2
	Pas d'accord	0	0	0	0	1	1
	D'accord	1	2	2	33	15	53
	Tout à fait d'accord	0	0	0	17	27	44
Total		1	2	3	50	44	100
Valeur du X2 = 29,786			Sig. X2 = 0,003				

Le tableau présente une analyse détaillée de la relation entre l'engagement des femmes dans les coopératives et leur capacité à prendre des décisions personnelles ainsi qu'à résoudre des problèmes. Les résultats statistiques révèlent une valeur du khi-deux de 29,786, accompagnée d'un niveau de signification très fort (Sig. = 0,003).

Cette valeur souligne l'existence d'une relation statistiquement significative entre l'engagement coopératif et le renforcement de l'autonomie décisionnelle des femmes, ainsi que leur aptitude à résoudre les difficultés qu'elles rencontrent. Autrement dit, l'engagement dans les coopératives agit comme un facteur déterminant (variable indépendante) qui favorise positivement le développement des compétences décisionnelles et la capacité de résolution de problèmes (variables dépendantes).

L'analyse approfondie de ces résultats montre que plus les femmes sont investies dans les coopératives, plus elles manifestent une capacité accrue à prendre des décisions de manière autonome et à gérer efficacement leurs problèmes personnels ou collectifs. Cette tendance se reflète dans le pourcentage élevé de femmes enquêtées exprimant un fort accord avec cette idée, témoignant ainsi de l'impact concret de la participation coopérative sur leur autonomie. Ces résultats mettent en lumière le rôle crucial des coopératives non seulement comme espaces économiques, mais aussi comme vecteurs d'émancipation individuelle et sociale. Ils suggèrent que renforcer l'engagement des femmes dans ces structures pourrait constituer une stratégie efficace pour promouvoir leur autonomisation et leur prise de décision autonome dans divers aspects de leur vie.

Tableau 4. La relation entre le désir d'obtenir une identité professionnelle et la capacité à assumer la responsabilité personnelle. (Source : Élaboré à partir de notre base de données.)

		Votre travail dans la coopérative vous a rendue capable d'assumer vos responsabilités et de subvenir à vos besoins personnels.				
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Total
Votre désir d'acquérir une identité professionnelle est ce qui vous a poussée à vous engager dans la coopérative.	Je ne sais pas	0	0	9	8	17
	Pas du tout d'accord	0	0	1	1	2
	Pas d'accord	0	1	3	3	7
	D'accord	1	0	20	35	56
	Tout à fait d'accord	1	0	2	15	18
Total		2	1	35	62	100
Valeur du $X^2=22,111$			Sig. $X^2 = 0,036$			

L'analyse statistique présente la relation causale entre le désir d'acquérir une identité professionnelle et la croyance en la capacité des individus à assumer leur responsabilité personnelle, avec des résultats montrant une signification statistique claire. L'analyse statistique a révélé que la valeur du khi-deux était de 22,111 avec une signification statistique (Sig. = 0,036), indiquant l'existence d'une relation significative entre les deux variables. Cela suggère que la capacité des individus à assumer leur responsabilité personnelle influence considérablement leur désir de développer une identité professionnelle. La signification statistique obtenue montre que le facteur personnel, tel que l'acceptation des responsabilités, joue un rôle majeur dans le renforcement du désir d'acquérir une identité professionnelle. Cela reflète l'influence des politiques professionnelles ou des pressions sociales qui encouragent les femmes à améliorer leurs capacités personnelles et à développer leur identité professionnelle en adéquation avec les exigences du marché du travail.

Discussion

Les résultats de la recherche révèlent un lien clair entre l'engagement dans les coopératives et le sentiment d'intégration sociale et économique. Ces structures renforcent les liens sociaux et élargissent les réseaux professionnels et économiques, offrant ainsi aux femmes davantage d'opportunités d'interagir avec leur environnement et de participer activement à la vie communautaire. De plus, les femmes les plus satisfaites de leur vie sont celles qui croient en la possibilité d'améliorer leur statut social grâce au travail coopératif, reflétant ainsi les transformations sociales croissantes concernant le rôle des femmes, où les activités professionnelles sont devenues un élément essentiel dans les perceptions modernes de leur place dans la société. En outre, les coopératives contribuent à renforcer la capacité des femmes à prendre des décisions de manière indépendante et à résoudre les problèmes efficacement, ce qui renforce leur autonomie et les pousse vers des niveaux plus élevés d'autonomisation sociale et économique.

Les résultats de notre étude confirment, en accord avec les travaux de Rainville (2001), l'existence d'une corrélation entre l'appartenance à une coopérative et le sentiment d'intégration socio-économique. Comme le soulignait cette étude, ces structures agissent comme un levier pour consolider les liens sociaux et élargir les réseaux professionnels, permettant aux femmes d'accéder à des opportunités d'échange et d'engagement citoyen. Par ailleurs, la recherche révèle, en résonance avec les conclusions de Rainville (2001), que les participantes exprimant un niveau de satisfaction élevé associent leur bien-être à la conviction que le travail coopératif peut favoriser leur ascension sociale. Cette dynamique illustre une évolution des représentations collectives, où l'activité professionnelle féminine s'impose comme un pilier central de leur identité sociale, renforçant ainsi l'idée d'une transformation progressive des rôles genrés.

En phase avec les observations antérieures, l'étude met également en lumière le rôle des coopératives dans le développement de l'autonomie décisionnelle et des compétences en résolution de problèmes chez les femmes, facteurs clés de leur autonomisation socio-économique. Cette dynamique s'explique en partie par la force du collectif. Comme le soulignent (Nikiema, Zahonogo & Savadogo 2024, p. 160), « le petit groupe offre à l'individu la protection et le poids qu'il n'aurait pas s'il était isolé ». En offrant un cadre sécurisant et des solidarités actives, les coopératives permettent aux femmes de sortir de l'isolement, de gagner en confiance et de construire une identité professionnelle, renforçant ainsi leur capital social et leur capacité d'agir. Toutefois, si ces avancées corroborent les potentialités théoriques des modèles coopératifs, des défis persistent, notamment en matière d'accès aux marchés et d'encadrement institutionnel. Ces obstacles, non mentionnés dans la littérature antérieure, rappellent la nécessité d'un accompagnement structurel pour optimiser l'impact de ces initiatives.

Malgré les aspects positifs, les défis liés à l'accès aux marchés et au faible encadrement administratif restent des obstacles majeurs qui empêchent les coopératives de réaliser leur plein potentiel de développement. En se référant à la littérature critique sur les coopératives, comme l'illustre notamment l'étude de Guérin, I., Hersent, M., & Fraisse, L. (2011), on observe un ensemble de caractéristiques organisationnelles qui semblent avoir été conçues pour favoriser l'intégration des femmes dans l'économie nationale. Cependant, en pratique, ces caractéristiques confinaient souvent les femmes à des tâches proches des travaux domestiques. Plutôt que de leur offrir des opportunités d'accéder à des postes équitablement rémunérés, susceptibles de leur permettre de reconfigurer leurs rôles sociaux et économiques, les femmes se retrouvent engagées dans des activités routinières à faible revenu. Ce faisant, leur implication dans le travail ne conduit pas à un changement radical dans la répartition traditionnelle des rôles domestiques (Damamme, 2011). Cette difficulté à faire fonctionner pleinement les structures collectives n'est pas propre au contexte marocain. Comme le soulignent Bouda & Oumarou (2025, p. 108) à propos d'une plateforme agricole au Niger, « des facteurs sous-jacents contribuant à ces problèmes, allant des conflits de pouvoir locaux à la méfiance envers les institutions publiques » peuvent entraver la réussite des initiatives de développement. Ces observations confirment que l'accompagnement institutionnel et la confiance des bénéficiaires sont des conditions essentielles pour que les coopératives jouent pleinement leur rôle.

Dans le même contexte, (Gillot, 2016) souligne que, bien que les coopératives puissent offrir une forme d'autonomie aux femmes, celles-ci restent fréquemment contraintes par des structures sociales et culturelles limitant leur capacité à dépasser les rôles traditionnels qui leur sont assignés. Les résultats de cette étude confirment partiellement cette critique, en montrant que les femmes peuvent effectivement

développer des compétences et renforcer leur indépendance, mais dans un cadre qui ne remet pas fondamentalement en cause la division traditionnelle des rôles sociaux et domestiques.

Cette réalité reflète, d'une part, les contraintes imposées par les structures sociales et culturelles dominantes qui empêchent les femmes de sortir du cadre habituel des rôles domestiques, et, d'autre part, elle met en évidence un paradoxe : bien que le travail coopératif puisse contribuer à offrir aux femmes une forme d'autonomie et d'émancipation, cette autonomie reste limitée par des contraintes structurelles qui reproduisent la même division des tâches. Autrement dit, même si la participation aux coopératives crée des opportunités pour les femmes de développer leurs compétences et d'exprimer un aspect d'indépendance, elles continuent néanmoins à évoluer dans un cadre qui ne remet pas en question la répartition des tâches et des responsabilités entre les sexes au sein de la famille et de la société. Pour que ces structures jouent pleinement leur rôle, « la place doit être accordée au capital social » (Nikiema, Zahonogo & Savadogo, 2024, p. 160). Autrement dit, le soutien aux coopératives ne saurait se limiter à un appui financier ; il doit aussi viser à renforcer les solidarités locales et les réseaux d'entraide. En favorisant la confiance, la réciprocité et l'appartenance collective, les politiques publiques pourraient amplifier l'impact des coopératives sur l'autonomisation des femmes rurales.

Conclusions

L'objectif de cette étude était d'analyser l'impact des organisations coopératives sur l'intégration socio-économique des femmes rurales dans la province de Taounate. L'enquête quantitative réalisée auprès de 100 femmes membres de coopératives révèle une relation statistiquement significative entre leur implication dans les coopératives et leur intégration socio-économique. Les résultats montrent notamment que les femmes les plus satisfaites de leurs conditions de vie sont également celles qui voient dans le travail coopératif un facteur d'amélioration de leur statut social. La participation aux coopératives semble aussi favoriser l'autonomie de décision et la capacité de résoudre les problèmes par soi-même.

Ces résultats confirment que les coopératives ne sont pas uniquement des structures de production et de génération de revenus. Elles constituent aussi des lieux de socialisation, d'apprentissage et de construction de réseaux professionnels. En renforçant les liens sociaux, le sentiment d'appartenance et la reconnaissance du travail féminin, elles font évoluer progressivement la place des femmes dans leur famille et leur communauté. Elles peuvent ainsi constituer un important levier de développement territorial inclusif et de transformation des représentations traditionnelles liées au rôle des femmes en milieu rural.

Sur le plan scientifique, cette recherche apporte des données empiriques inédites sur un territoire rural encore peu connu. Son intérêt principal réside dans l'application d'une méthodologie quantitative qui permet de mesurer la relation entre l'engagement coopératif et plusieurs dimensions de l'intégration socio-économique (statut social, autonomie décisionnelle, identité professionnelle). Elle vient donc compléter les travaux qualitatifs existants et permet de mieux comprendre les mécanismes de capital social et d'autonomisation qui sont associés à la participation coopérative. Elle met également en évidence la nécessité de tenir compte des perceptions et des expériences vécues par les femmes lors de l'évaluation des impacts des coopératives.

Mais il ne faut pas pour autant interpréter ces résultats sans tenir compte de certaines limites. La taille de l'échantillon et le fait que l'étude se concentre sur la seule province de Taounate ne permettent pas d'étendre les conclusions à l'ensemble des femmes rurales marocaines. Par ailleurs, l'échantillonnage par

boule de neige peut donner lieu à un biais de sélection, tandis que l'utilisation de données auto-déclarées soumet les réponses au biais de désirabilité sociale. Enfin, l'enquête est transversale et permet d'identifier des associations statistiques, mais elle ne suffit pas à établir des relations causales entre l'engagement coopératif et l'intégration socio-économique.

Des recherches futures pourraient étendre l'enquête à plusieurs provinces et comparer différents territoires ruraux, afin de mieux comprendre l'influence des contextes géographiques, économiques et institutionnels. Des études longitudinales permettraient également d'observer l'évolution de l'autonomie et du statut socio-économique des femmes avant et après leur adhésion à une coopérative. Une approche mixte combinant questionnaires, entretiens biographiques et observations sur le terrain permettrait d'approfondir l'interprétation des résultats quantitatifs. Enfin, il conviendrait d'analyser l'effet de certaines variables telles que l'âge, le niveau d'instruction, la durée d'adhésion, le secteur d'activité, le revenu, l'accès au financement, la participation à la gouvernance, la formation professionnelle, l'accès aux outils numériques et aux marchés.

En somme, les coopératives constituent un moyen prometteur d'intégration socio-économique et d'autonomisation des femmes rurales. Cependant, leur contribution dépend de leur capacité à offrir des opportunités économiques durables, à garantir une participation effective des femmes aux décisions et à bénéficier d'un environnement institutionnel et territorial favorable. Ces observations peuvent aider à orienter les politiques publiques vers un soutien mieux adapté aux besoins des coopératives féminines et aux spécificités des territoires ruraux.

Références

- Abdelkhalek, T. (2007). L'économie sociale au Maroc : État des lieux et perspectives d'avenir. Dans *l'économie sociale au Maghreb* (pp. 115–169). Confédération espagnole des entreprises de l'économie sociale & Agence espagnole de coopération internationale. https://ess-europe.eu/wp-content/uploads/2014/09/economia_social_magreb.pdf
- Attouch, H. (2011). Économie solidaire et développement humain territorial. *Revue marocaine des coopératives (REMACOOP)*, (1), 69–79.
- Attouch, H. (2019, 23 et 30 novembre). *ESS et développement autrement : Opportunités pour le Maroc* [Communication présentée lors d'ateliers]. Ateliers « Nouveau modèle de développement », CERSS, Rabat, Maroc. <https://cerss.org/hicham-attouch-ess-et-developpement-autrement-opportunités-pour-le-maroc/>
- Baron, C., & Hattab-Christmann, M. (2005). Économie solidaire et nouvelles formes de gouvernance au Sud : Les associations de développement local au Maroc. *Revue internationale de l'économie sociale*, (295), 70–93. <https://doi.org/10.7202/1021876ar>
- Bell, D. (1976). *The cultural contradictions of capitalism*. Basic Books.
- Bourdieu, P. (2006). Le capital social : Notes provisoires. In A. Bevort & M. Lallement (dir.), *Le capital social : Performance, équité et réciprocité* (pp. 29–34). La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.bevor.2006.01.0029>
- Conseil économique, social et environnemental. (2015). *L'économie sociale et solidaire : un levier pour une croissance inclusive* (Auto-saisine n° 19/2015). <https://www.cese.ma/media/2020/10/Rapport-L%E2%80%99Economie-Sociale-et-Solidaire-un-levier-pour-une-croissance-inclusive%E2%80%8B.pdf>
- Dahman-Saïdi, M. (2015, 28 avril). *L'économie sociale et solidaire au Maroc : Entre tradition et nouveau mode de production*. BSI Economics. <https://bsi-economics.org/economie-sociale-solidaire-maroc/>
- Damamme, A. (2011). La difficile reconnaissance du travail féminin au Maroc : Le cas des coopératives d'huile d'argan. In I. Guérin, M. Hersent, & L. Fraisse (dir.), *Femmes, économie et développement : De la résistance à la justice sociale* (pp. 85–106). Érès; Institut de recherche pour le développement. <https://doi.org/10.3917/eres.gueri.2011.01.0085>
- Drainville, I. (2001). *La contribution du modèle coopératif au développement durable axé sur le genre : Le cas des coopératives féminines d'extraction et de commercialisation d'huile d'arganier au Maroc* [Mémoire de maîtrise, Université de Sherbrooke]. <https://irec.quebec/repertoire/fiche/la-contribution-du-modele-cooperatif-au-developpement-durable-axe-sur-le-genre-le-cas-des-cooperatives-feminines-d'extraction-et-de-commercialisation-d'huile-d'arganier-au-maroc>
- Durkheim, É. (1967). *De la division du travail social* (8e éd.). Presses universitaires de France.
- Elmouatassam, A., & Bencherifa, K. (2024). L'entrepreneuriat et la dynamique des transformations des valeurs chez les femmes rurales : cas des actrices dans les coopératives agricoles de la commune d'Al-Ghawazi, Taounate. *Revue Araa des sciences humaines, sociales et juridiques*, (14–15), 157–173.
- Fahmy, S. M. (2001). *La participation des femmes au développement de la société : Expériences du monde arabe*. Dar Al-Maarifa Al-Jamiaaya.

- Fonds de développement des Nations Unies pour la femme. (2008). *Le progrès des femmes à travers le monde 2008/2009 : Qui est responsable envers les femmes ? Genre et redevabilité*. https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Media/Publications/UNIFEM/POWW08_Report_Full_Text_fr.pdf
- Gardin, L., Laville, J.-L., & Nyssens, M. (dir.). (2012). *Entreprise sociale et insertion : Une perspective internationale*. Desclée de Brouwer.
- Gillot, G. (2016). Les coopératives, une bonne ou mauvaise solution à la vulnérabilité des femmes au Maroc ? *Espace populations sociétés*, 2016(3). <https://doi.org/10.4000/eps.6619>
- Guérin, I., Hersent, M., & Fraisse, L. (dir.). (2011). *Femmes, économie et développement : De la résistance à la justice sociale*. Érès; Institut de recherche pour le développement. <https://doi.org/10.3917/eres.gueri.2011.01>
- Hattab-Christmann, M. (2003). Économie solidaire : Facteur de développement local durable ? Dans D. Khrouz (dir.), *Le développement local et l'économie solidaire à l'épreuve de la mondialisation*. Fondation du Roi Abdul-Aziz Al Saoud pour les études islamiques et les sciences humaines.
- Haut-Commissariat au Plan. (2024). *Les indicateurs sociaux du Maroc : Édition 2024*. https://www.hcp.ma/downloads/Les-indicateurs-sociaux_t22430.html
- Igamane, S. (2020). Les inégalités de pouvoir au sein des coopératives de femmes au Maroc. *RECMA*, (358), 87–101. <https://doi.org/10.3917/recma.358.0087>
- Karim, M. (2012). *L'économie sociale au Maroc : Le développement entravé et la dialectique de l'économie et de la société*. Afrique Orient.
- Le Roux, S. (2009). Le travail collaboratif, un avenir du travail dans le développement durable. *Marché et organisations*, 10(3), 171–199. <https://doi.org/10.3917/maorg.010.0171>
- Maaroufi, A., & Aamara, K. (2022). La contribution des organisations de l'économie sociale et solidaire au développement local : cas des coopératives féminines de la région de l'Oriental. *Revue internationale des sciences de gestion*, 5(2), 250–269. <https://revue-isg.com/index.php/home/article/download/1067/899/3798>
- Mahjoub, A. (2018). L'économie sociale et solidaire au Maroc : Des formes traditionnelles aux organisations modernes, les coopératives comme modèle. *Journal of Social Sciences*, (3), 302–315. <https://democraticac.de/?p=52672>
- Nikiema, S., Zahonogo, P., & Savadogo, K. (2024). Effets de l'accès au microcrédit sur la pauvreté multidimensionnelle au Burkina Faso. *HybRides : Actes du colloque RCAC/IRADDAC*, 143–162. <https://revuehybrides.org/wp-content/uploads/2023/05/11-Effets-de-laccès-au-microcrédit-sur-la-pauvreté-multidimensionnelle.pdf>
- Noguès, H. (2003). Économie sociale et solidaire : Quelques réflexions à propos de l'utilité sociale. *Revue internationale de l'économie sociale*, (290), 27–40. <https://doi.org/10.7202/1022158ar>
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. (2020, 14 octobre). *Journée internationale des femmes rurales : Intensification des efforts de coordination en faveur des femmes et des coopératives féminines dans les zones rurales*. <https://www.fao.org/lebanon/news/detail/International-Day-of-Rural-Women---Coordination-efforts-amplified-to-target-women-and-women%27s-cooperatives-in-rural-areas/en>

- Parsons, T. (1967). Durkheim's contribution to the theory of integration of social systems. In *Sociological theory and modern society* (pp. 3–34). Free Press.
- Paugam, S. (dir.). (2014). *L'intégration inégale : force, fragilité et rupture des liens sociaux*. Presses universitaires de France. <https://doi.org/10.3917/puf.paug.2014.01>
- Retaillé, D. (2011). Économie sociale et solidaire et territoires. In A. Ndiaye (dir.), *Économie sociale et solidaire : Animation et dynamiques des territoires* (pp. 205–221). L'Harmattan.
- Schnapper, D. (2007). *Qu'est-ce que l'intégration ?* Gallimard.
- Sen, A. (1999). *Development as freedom*. Alfred A. Knopf.
- Védélago, F. (2002). Collectivité territoriale, État et associations dans le développement local : Gouvernance et associations. In O. Derras (dir.), *Le mouvement associatif au Maghreb* (pp. 65–92). Centre de recherche en anthropologie sociale et cultu